

Négociations agricoles à l'OMC: position de la plate-forme européenne pour la souveraineté alimentaire (EPFS)

2 décembre 2005

Chaque pays doit avoir la possibilité d'appliquer les principes de la souveraineté alimentaire. Chaque pays doit avoir le droit de soutenir et de protéger une agriculture durable destinée aux marchés locaux et visant à garantir le respect du droit à l'alimentation pour sa population.

Le maintien d'une production alimentaire locale est vital pour chaque pays. Les exploitations familiales de petite taille qui produisent dans le respect de l'environnement sont les principaux acteurs du développement rural. Elles fournissent non seulement des produits de qualité mais également différents services d'intérêt général tels que l'entretien du territoire, le développement rural ou la préservation de la biodiversité.

Actuellement, seuls 10% du volume de la production alimentaire mondiale sont exportés. Les marchés locaux restent donc fondamentaux pour les agriculteurs et les consommateurs. Les règles commerciales internationales concernant l'agriculture doivent apporter des solutions aux problèmes actuels et en particulier ceux du dumping ou de la faiblesse des prix internationaux. En outre, ces règles ne doivent pas menacer la sécurité alimentaire basée sur la production locale et sur l'accès des paysans à leurs marchés locaux et régionaux.

Les règles du commerce agricole international doivent être fondées sur le respect du droit de chaque pays à protéger et soutenir sa production alimentaire pour la consommation intérieure, en respectant les objectifs de développement durable.

Les Etats-membres et la Commission européenne doivent s'assurer que les règles commerciales internationales et la Politique Agricole Commune respectent les principes mentionnés plus haut et cessent de menacer l'agriculture familiale dans les pays en développement en particulier mais aussi en Europe.

On ne peut poursuivre le processus de libéralisation et de développement des exportations comme stratégie de développement en utilisant l'OMC ou d'autres accords internationaux pour renforcer la concurrence entre agriculteurs du Nord et du Sud. Cette compétition entraîne la surproduction et contribue à accentuer la baisse des prix.

Cette dynamique est désastreuse pour la majorité des agricultrices et agriculteurs du monde. Elle entraîne l'augmentation de la pauvreté au Sud et la concentration de la production et la disparition de nombreuses fermes au Nord. Les bénéficiaires de ce système sont les multinationales de l'agroalimentaire et les exploitations suffisamment importantes pour prendre place dans un tel système. Les perdants de ce système sont les petits agriculteurs mais également les consommateurs et l'environnement.

Ce que les agriculteurs et les travailleurs agricoles d'Europe et du monde en général demandent, ce sont des prix rémunérateurs, des marchés stables et des perspectives à long terme. Ils sont prêts à jouer leur rôle d'acteurs clefs du développement rural et de l'économie locale.

Les plates-formes pour la souveraineté alimentaire (réseau rassemblant des plates-formes de 8 Etats membres de l'UE comprenant des organisations de producteurs, de solidarité internationale, de consommateurs, d'environnementalistes et des syndicats de travailleurs) demandent l'arrêt du processus dévastateur de déréglementation et de libéralisation des marchés agricoles. La direction prise par les négociations en cours à l'OMC est en totale contradiction avec les besoins : de l'agriculture familiale durable, des sans-terres, des travailleurs du secteur alimentaire, des consommateurs et de l'environnement aussi bien en Europe que dans le reste du monde. L'orientation de l'OMC contribue au contraire à renforcer l'agro-business, les supermarchés, des techniques agricoles non durables et ne permet pas d'assurer un accès universel à une alimentation saine et culturellement adaptée. L'agriculture ne doit pas être une monnaie d'échange contre d'autres priorités à l'OMC.

Qui sommes-nous?

Nos plateformes sont nationales et composées de cinq familles d'acteurs: Organisations d'agriculteurs, associations de consommateurs, organisations de protection de l'environnement, ONGs de solidarité internationale et syndicats de travailleurs. Ces plateformes existent dans plusieurs pays, et notre réseau regroupe à l'heure actuelle des plateformes autrichienne, belges, espagnole, française, italienne, luxembourgeoise, roy-aume uni et néerlandaise. Ces plateformes regroupent plus de 150 organisations de la société civile.

Par conséquent, nous demandons à nos Gouvernements et à la Commission européenne:

1. d'adopter des accords internationaux garantissant à chaque Etat l'autonomie politique suffisante pour mettre en œuvre les principes de la souveraineté alimentaire et pour garantir le droit à l'alimentation et les autres droits humains.
2. de défendre le droit de chaque Etat à protéger et à soutenir une production agricole durable pour la consommation intérieure, afin de respecter ses engagements concernant le droit à l'alimentation. Ceci suppose d'autoriser les Etats à utiliser des instruments comme les droits de douane et les quotas d'importation.
3. d'éliminer toute forme de dumping sur les marchés tiers. Ceci induit la suppression de toutes les formes de subventions / soutien aux exportations ainsi que celle de l'utilisation de l'aide alimentaire comme débouché pour les surplus.
4. d'autoriser la mise en œuvre de préférences commerciales non réciproques en fonction du niveau de développement
5. d'encourager la mise en place d'outils efficaces de régulation des marchés et de gestion de l'offre afin d'obtenir des prix rémunérateurs aussi bien au niveau national qu'international.
6. de mettre en place une Politique agricole commune européenne qui assure une agriculture durable pour la consommation locale, qui privilégie l'approvisionnement de marchés locaux ou régionaux et le développement rural. Les pouvoirs publics doivent être autorisés à soutenir ces objectifs.
7. d'élaborer des règles et des mécanismes afin de réduire et limiter le pouvoir sans cesse croissant et excessif des firmes multinationales agroalimentaires et des supermarchés.
8. de garantir l'accès des petits agriculteurs familiaux aux ressources naturelles comme la terre, l'eau et les semences. L'agro-exportation ne doit en aucun cas être favorisée par rapport à l'agriculture produisant pour le marché local.
9. de réformer le processus des négociations internationales sur les questions agricoles afin de le rendre transparent, démocratique et impliquant toutes les parties concernées.

L'actuelle crise agricole et alimentaire demande une réponse des gouvernements et en particulièrement de ceux de l'Union européenne, afin de garantir la préservation d'une agriculture familiale durable socialement, écologiquement et économiquement dans toutes les régions d'Europe et du monde.

Nous pensons qu'une nouvelle Politique Agricole Commune (PAC) devrait respecter l'ensemble des principes suivants de manière indissociable :

1. Respect des droits humains et de la souveraineté alimentaire¹
2. La nourriture et les produits alimentaires ne sont pas des marchandises comme les autres. Le marché doit être régulé et soumis aux principes présentés ci-dessous
3. Sauvegarder l'agriculture familiale durable du point de vue social, écologique et économique dans chacune des régions de l'Europe
4. Promouvoir des systèmes de production durables du point de vue social, écologique et économique pour produire une nourriture saine et en respectant le bien-être animal
5. Des prix agricoles rémunérateurs, qui couvrent tous les coûts de production et assurent un revenu équitable aux paysans
6. Une Politique Agricole Commune (PAC) basée sur une gestion de l'offre adéquate afin de satisfaire la demande interne de produits de base et de mettre fin aux pratiques de dumping
7. Favoriser les marchés régionaux et locaux. Dans une nouvelle PAC, le principe de la préférence communautaire doit être appliqué aux produits dans un régime de gestion de l'offre ; en général, le niveau régional (Europe) est adéquat pour établir des politiques agricoles.
8. En ce qui concerne la solidarité à l'intérieur et à l'extérieur de UE: rejet de pratiques de dumping (la vente des produits aux marchés extérieurs en dessous du coût de production), maintien du principe des accords préférentiels pour les importations provenant des pays en voie de développement de façon à respecter leur développement durable. Le dumping peut être réduit en grande partie en interdisant toutes les subventions directes et indirectes à l'exportation et en mettant fin aux pratiques perturbatrices d'aide alimentaire.
9. Un principe sous-jacent des points mentionnés ci-dessus est la garantie d'un droit équitable d'accès aux ressources naturelles, comme le sol, l'eau et les semences. Dans la mesure où les OGM patentés ne permettent pas de garantir ce droit, nous sommes opposés à leur introduction.

Note

¹ La Souveraineté Alimentaire est le droit des populations, des communautés, et des pays à définir leur propre politique alimentaire, agricole, territoriale ainsi que de travail et de pêche, lesquelles doivent être écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à chaque spécificité. Cela doit se faire sans dumping vis-à-vis des pays tiers. La Souveraineté Alimentaire inclut un véritable droit à l'alimentation et à la production alimentaire, ce qui signifie que toutes les populations ont droit à une alimentation saine, culturellement et nutritionnellement appropriée, ainsi qu'à des ressources de production alimentaire et à la capacité d'assurer leur survie et celle de leur société.

Les membres de la plate-forme européenne pour la souveraineté alimentaire sont les plate-formes nationales indiquées ci-dessous

AUTRICHE : Agrarbündnis Österreich

AGEZ (Arbeitsgemeinschaft EntwicklungsZusammenarbeit) - Arche Noah - ARGE Schöpfungs-verantwortung - ATTAC Österreich - Bio Ernte Austria - DemeterBund Österreich - die Umweltberatung Österreich - EVI St.Pölten - FIAN Österreich - FreundInnen der Bundesanstalt für Bergbauernfragen - Klimabündnis NÖ und Kärnten - ÖIG (Österr. Interessengemeinschaft für die Biologische Landwirtschaft) - Ökologie und Lebensstil - Ökowitz / Informationsservice - Österreichische Bergbauern und Bergbäuerinnen Vereinigung - Österreichischer Unabhängiger Bauernverband - SOL / Menschen für Solidarität - Südwind - WWOOF (We're Welcome on Organic Farms)

Contact: Elizabeth Baumhoffer - ebaum@chello.at

BELGIQUE

Plate-forme pour la Souveraineté Alimentaire

Action chrétienne rurale des femmes (ACRF) - Apiculture sans frontières - AVES - Centre d'études et de formation en écologie - Comité pour des accords de pêche équitables (CAPE) - Confédération belge des betteraviers - Conseil de la jeunesse catholique (CJC) - Centre national de coopération au développement (CNCD) - Collectif Stratégie Alimentaire (CSA) - Collectif d'échanges pour la technologie appropriée (COTA) - Entraide et fraternité - Foodfirst information and action network (FIAN) - Front uni des jeunes agriculteurs (FUJA) - Fédération des jeunes agriculteurs (FJA) - Fédération Wallonne de l'agriculture (FWA) - Guide nature - Institut d'éco-conseil - Inter environnement wallonie - Jeunesse et écologie - Les amis de la terre - Le monde selon les femmes - Ligue royale belge pour la protection des oiseaux (LRBPO) - Magasins du monde-Oxfam - MAP - Max Havelaar - Miel Maya - Mouvement chrétien pour la paix (MCP) - Nature et progrès - Oxfam-Solidarité - Pesticides Action Network (PAN) - Petit pas - Peuples solidaires - Réseau Foi et Justice Afrique Europe (AEFJN) - Réseaux des consommateurs responsables (RCR) - Solidarité Socialiste FCD - Sorghal - SOS-FAIM - SOS-pro gentibus (SOS-PG) - Vétérinaires sans frontières (VSF) - Vie féminine - Vredeseilanden

Contact: Stéphane Desgain - stephane.desgain@cncd.be

Plate-forme flamande pour la souveraineté alimentaire

Vredeseilanden - FIAN Belgium - Wervel - Oxfam-Solidariteit - Oxfam Wereldwinkels - Vereniging voor Ecologische Leef- en Teeltwijzen (VELT) - Voor Moeder Aarde/Friends of the Earth - 11.11.11

Contact: Gert Engelen - gert.engelen@vredeseilanden.be

ESPAGNE : La Plataforma Rural

Amigos de la Tierra - Cáritas Española - CAS (Colectivos de Acción Solidaria) - CAS (Colectivos de Acción Solildaria) - CECU (Confederación de Española de Consumidores y Usuarios) - CERAI - Ciconia - COAG (coordinadora de Organizaciones Agrarias y Ganaderas) - COCEDER (Confederación de Centros de Desarrollo Rural) - Coordinadora Catalana de Comercio Justo - Ecologistas en Acción - Entrepueblos - Movimiento de Jóvenes Rurales Cristianos (MIJARC) - Movimiento Rural Cristiano (FIMARC) - SEAE (Sociedad Española de Agricultura Ecológica) - SL (Sindicato Labrego) - SOC (Sindicato de Obreros del Campo) - Sodepaz-Sodepau - Veterinarios Sin Fronteras

Contact: Fernando Fernandez - ffernandez@cdrtcampos.es - http://www.cdrtcampos.es/plataforma_rural/indice.htm

FRANCE : Plate-forme pour des agricultures durables et solidaires

Coordination Sud - Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) - Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) - Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID) - Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET) - Fédération Artisans du Monde - Agir ici - Réseau Foi et Justice Afrique Europe - Afrique Verte - Vétérinaires Sans Frontières-Centre International de Coopération Agricole (CICDA) - Max Havelaar France - Peuples Solidaires - Solidarité - Confédération Paysanne - Chrétiens dans le Monde Rural (CMR) - Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC) - Association de Formation et d'Information pour le développement des Initiatives Rurales (AFIP) - Réseau Agriculture Durable - 4D (Dossiers et Débats pour le Développement Durable) - Les Amis de la Terre - Réseau Action Climat France - Réseau Cohérence - Confédération Syndicale des Familles - Alliance Paysans Ecologistes Consommateurs - A l'écoute de la nature - Accueil Paysan - Adéquations - Action Consommation - Action Information Ecologie 17 - Association pour un contrat mondial de l'eau - ATTAC - CEIPAL - Collectif Saône Doubs Vivant - Femmes et changements - Fondation France Libertés - Forum des Organisations de Solidarité Internationale Issues des Migrations (FORIM) - Initiative de Développement Stratégique - Institut de Recherche et d'Application des Méthodes de Développement (IRAM) - Mouvement National de Lutte pour l'Environnement - Mouvement pour les Droits et le Respect des Générations Futures - Rapsode

Contact: Anne Laure Constantin - plate-forme@agricultures-durables-solidaires.org www.agricultures-durables-solidaires.org

HOLLANDE : Platform ander landbouwbeleid (PAL)

Platform Aarde Boer Consument - Nederlandse Akkerbouwvakbond (NAV) - Nederlandse Melkveehouders Vakbond (NMV) - Kritisch Landbouw Beraad (KLB) - Werkgroep Landbouw en Armoede (WLA) - Steunpunt Landelijke Boerinnenbelangen (LBB) - Milieudefensie/ Friends of the Earth Netherlands - Afrika-Europa Netwerk - y min y Solidarity Fund

Contact: Greet Goverde - h.goverde@chello.nl

ITALIE : Campagna italiana per la sovranità alimentare

ACLI (Associazioni Cristiane Lavoratori Italiani) - AIAB (Associazione Italiana per l'Agricoltura Biologica) - ARCI (Associazione Ricreativa Culturale Italiana) - ARI (Associazione Rurale Italiana) - CDG (Consiglio dei Diritti Genetici) - FLAI-CGIL (Federazione Lavoratori Agro-Industria - Confederazione Generale Italiana del Lavoro) - FAI-CISL (Federazione Agricola alimentare ambientale industriale - Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori) - UILA-UIL (Unione Italiana Lavoratori Agroalimentari - Unione Italiana Lavoratori) - CIC (Centro Internazionale Crocevia) - Legambiente - Volontari del mondo - FOCSIV (Federazione Organismi Cristiani Servizio - Internazionale Volontario)

Contact: Andrea Ferrante - a.ferrante@aiab.it

LUXEMBOURG

Bauernallianz, Centrale Paysanne Luxembourgeoise, Fédération des Herdbooks Luxembourgeois, Fräie Lëtzebuenger Baureverband, Lëtzebuenger Jongbaueren a Jongwenzer, Service Jeunesse de la Centrale Paysanne Luxembourgeoise, Veräin fir biologesch-dynamesch Landwirtschaft, Vereenegung fir biologesch Landwirtschaft Letzebuerg - Fondation Greenpeace Luxembourg, Lëtzebuenger Natur- a Vulleschutzliga, Action Solidarité Tiers Monde - ASTM, Aide à l'Enfance de l'Inde, Association Solidarité Luxembourg Nicaragua - ASLN, Cercle de Coopération des ONG de Développement, Frères des Hommes, Lëtzebuenger Jongbaueren a Jongwenzer - Service Coopération a.s.b.l., SOS Faim, TransFair Minka a.s.b.l.

Contact : Mike Mathias mike.mathias@cercle.lu

ROYAUME-UNI : UK Platform on Food Sovereignty

Banana Link - Catholic Institute for International Relations - ETC Group (formerly RAFI) - Farm Crisis Network - Farmers Link - Find Your Feet - GAIA foundation - Genetic Food Alert - Grassroots Action on Food and Farming - HDRA International Programme - New Economics Foundation - Pesticides Action Network-UK - War on Want - Women's Environment Network

Contact: Patrick Mulvany - Patrick.Mulvany@itdg.org.uk